

Préserver l'IRD : un modèle scientifique pour un monde interdépendant

Tribune proposée par l'Association française d'économie politique pour signature par les sociétés savantes.

Le projet d'absorption de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) par le CNRS, engagé par le gouvernement, est présenté comme une simple réorganisation administrative. Il soulève pourtant une question fondamentale : de quelle recherche la France a-t-elle besoin pour comprendre les bouleversements du monde et y répondre ?

Les défis qui redessinent nos sociétés ignorent les frontières. Pandémies, résistances aux antimicrobiens, dérèglement climatique, effondrement de la biodiversité, tensions sur les ressources, insécurité alimentaire, financiarisation des économies, mutations démographiques, nouvelles dynamiques migratoires ou recompositions géopolitiques prennent forme dans des contextes situés tout en produisant des effets à de multiples échelles, jusqu'au niveau planétaire. Les comprendre exige d'être présent là où ils prennent forme, bien avant qu'ils ne deviennent des enjeux français ou européens. C'est précisément ce que permet l'IRD.

La pandémie de Covid-19 en a fourni une démonstration éclatante. Comprendre les interactions entre santé humaine, santé animale et environnement ne relevait plus seulement de la coopération internationale, mais d'un impératif de santé publique mondiale. Cet exemple révèle une propriété commune à l'ensemble de ces transformations : leurs causes, leurs effets et les réponses qu'elles appellent se déploient simultanément à plusieurs échelles. Comprendre ces phénomènes exige davantage que des collaborations ponctuelles ou des missions courtes de terrain. Cela suppose une présence scientifique durable, des partenariats construits dans le temps long et des recherches menées avec les chercheur·es, les universités, les institutions et les sociétés concernées. C'est précisément la vocation de l'IRD.

L'IRD ne produit pas des connaissances *sur* les pays des Suds : il les produit *avec* eux. Aucun autre organisme français n'a construit, avec une telle continuité, un réseau de partenariats scientifiques faisant de la coproduction des connaissances avec les institutions des Suds le cœur de sa mission.

Parce que ses équipes sont implantées durablement dans les territoires, l'IRD construit des observatoires, des enquêtes longitudinales et des recherches de terrain conduites sur plusieurs décennies. Il noue aussi des relations de confiance indispensables pour travailler sur des sujets sensibles, suivre des phénomènes complexes et construire les questions scientifiques avec ses partenaires. Cette présence de long terme permet également de former plusieurs générations de chercheur·es, d'enseignant·es et d'ingénieur·es dans les pays partenaires grâce à des écoles doctorales, des formations, des jeunes équipes associées, des laboratoires mixtes internationaux, et des dispositifs de mobilité qui structurent durablement les communautés scientifiques.

La singularité de l'IRD tient aussi à l'articulation entre cette présence de long terme dans les Suds et une interdisciplinarité construite à partir des problèmes étudiés. Les grandes

transformations contemporaines ne se laissent plus enfermer dans les frontières académiques. Comprendre les maladies infectieuses suppose d'articuler biologie, médecine, santé publique, sciences de l'environnement et sciences sociales. Accompagner les transitions agroécologiques conduit à croiser écologie, agronomie, économie, anthropologie et sciences politiques tout en travaillant avec les agriculteur·rices concerné·es. Les recherches sur les inégalités de genre montrent combien les dynamiques démographiques, sanitaires, économiques, environnementales et politiques ne peuvent être comprises séparément. Les disciplines ne se juxtaposent pas : leur combinaison transforme les questions de recherche.

Cette interdisciplinarité se prolonge par une transdisciplinarité. Les connaissances ne sont pas produites uniquement entre chercheur·es. Elles se construisent avec les populations concernées, les professionnel·les de santé, les agriculteur·rices, les collectivités territoriales, les associations, les entreprises, les agences publiques ou les organisations internationales. Cette capacité à articuler excellence académique, expertise professionnelle et savoirs issus de l'expérience constitue l'une des marques les plus originales de l'IRD. Elle explique aussi pourquoi ses travaux nourrissent directement les politiques publiques, dans les pays partenaires comme en France. Citons quelques exemples parmi tant d'autres. Les recherches sur l'accès aux traitements antirétroviraux en Afrique ont ainsi associé recherche biomédicale, santé publique, sciences sociales, professionnel·les de santé et associations de patient·es. Les recherches sur les transitions agroécologiques ou sur la mesure de l'économie informelle ont profondément renouvelé les pratiques des institutions publiques et internationales.

Cette manière de produire des connaissances constitue aujourd'hui une ressource stratégique pour notre pays.

Les pays des Suds ne sont plus seulement les espaces où se manifesteraient les conséquences de transformations conçues ailleurs. Dans de nombreux domaines, ils sont parmi les premiers confrontés aux mutations écologiques, sanitaires, économiques, politiques et sociales qui redessinent notre avenir commun. Ils sont aussi des lieux où s'inventent des réponses originales à ces défis. Comprendre, discuter et évaluer ces expériences est indispensable, non pour en transposer mécaniquement les enseignements, mais pour penser les transformations auxquelles toutes les sociétés, y compris européennes, sont confrontées.

C'est sans doute là la contribution la plus précieuse de l'IRD. Dans un monde profondément interdépendant, il ne s'agit plus d'étudier des périphéries depuis un centre. Il s'agit de comprendre le monde depuis les lieux où ses transformations émergent, avec celles et ceux qui les vivent. Ce modèle répond aux grands défis contemporains sans renoncer aux exigences de la recherche fondamentale. Il constitue aussi, au-delà de la production scientifique, un réseau mondial de partenaires et d'institutions avec lesquels la France entretient des collaborations durables, ressource scientifique et diplomatique d'une valeur exceptionnelle.

À l'heure où la compétition scientifique internationale s'intensifie, où les crises se mondialisent et où la souveraineté scientifique est devenue un enjeu stratégique, affaiblir un tel dispositif constituerait une erreur majeure. Ce qui est en jeu dépasse largement l'avenir d'un établissement. Fondé sur le temps long, la confiance et des partenariats construits au fil des

décennies, ce modèle ne peut être reconstitué par une simple réorganisation administrative. Un tel patrimoine scientifique se construit lentement ; il peut être fragilisé en quelques mois.

Préserver l'IRD, ce n'est donc pas défendre un établissement parmi d'autres. C'est préserver un modèle scientifique fondé sur le temps long, la coproduction des connaissances, l'interdisciplinarité et des partenariats durables avec les sociétés des Suds. À la question de savoir de quelle recherche la France a besoin pour comprendre le monde qui vient, l'IRD apporte depuis plus de quatre-vingts ans une réponse singulière. C'est cette capacité, patiemment construite, que le gouvernement doit aujourd'hui préserver.

Sociétés savantes signataires (avec nom et mail du président.e pour éventuelle publication) :

1. Association Française d'Economie Politique (AFEP), Agnès Labrousse, coprésidente (agnes.labrousse@sciencespo-lyon.fr) et Gaël Plumecocq, coprésident (gael.plumecocq@inrae.fr)
2. Association Française de Science Politique (AFSP), Christophe Jaffrelot, Président, jaffrelot.schlegel@orange.fr
3. Association Française pour l'Étude du Sol (AFES), Alain Brauman, Président, alain.brauman@ird.fr
4. Comité National Français de Géographie, Caroline Leininger-Frézal, Présidente, presidente@cnfg.fr
5. Earth-Humanity Coalition, Michel Spiro, Président
6. Société Française de Génétique (SFG), Béatrice Turcq, Présidente (presidence@sfgenetique.org)
7. Union Rationaliste pour les Sciences et la Démocratie, Bruno Perrin, Administrateur
8. Association Française de Sociologie, Laurent Willemez, Co-président, laurent.willemez@uvsq.fr
9. Société Francophone pour la recherche et l'éducation sur les Origines développementales, Environnementales et Epigénétiques de la Santé et des Maladies (SF-DOHAD), Muriel Darnaudéry, Co-présidente (muriel.darnaudery@u-bordeaux.fr)
10. Société Française d'Ecologie et d'Evolution, president@sfecologie.org
11. Société Française des Hispanistes et Ibéro-américanistes (SoFHIA), présidée par Marie Franco : marie.franco@sorbonne-nouvelle.fr
12. Association des germanistes de l'enseignement supérieur, Sonia Goldblum
13. Association Française d'Ethnologie et d'Anthropologie, Marie-Pierre Julien, marie-pierre.julien@univ-lorraine.fr
14. Société Française de Bioinformatique, Sandra Dérozier, vice-présidente de la SFBI, sandra.derozier@inrae.fr
15. Groupe Français de Rhéologie (GFR), Elisabeth Lemaire elisabeth.lemaire@univ-cotedazur.fr
16. Société Francophone d'Economie Ecologique (SoFEE), Sandrine Allain (sandrine.allain@inrae.fr), co-présidente et Tom Bauler (tom.bauler@ulb.be), co-président
17. Société mathématique de France (SMF), Isabelle Gallagher (isabelle.gallagher@smf.emath.fr) présidente
18. Association Française d'Economie du Développement ([AFEDEV](http://AFEDEV.org)), Christophe Jalil Nordman, président (jalil.nordman@ird.fr)
19. ARDIST (association pour la recherche en didactique des science et des technologies), Karine Bécu-Robinault, présidente (karine.robinault@ens-lyon.fr)
20. Société Française d'Exobiologie (SFE), présidente Vassilissa Vinogradoff.

21. Société Française de Thérapie Cellulaire et génique (SFTCG), présidente Oumeya ADJALI
(oumeya.adjali@univ-nantes.fr)
22. Société Française de Virologie, Noel Tordo, Président, noel.tordo@pasteur.fr